

Service Animaux et Environnement  
190 Avenue du Père Soulas  
CS 87377 Cedex 4  
34184 Montpellier

Montpellier, le 19/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUD FRIGO**

Chemin départemental 50  
Zone portuaire  
34110 Frontignan

Références : DDPP34 2024 00889  
Code AIOT : 0053400372

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement SUD FRIGO implanté Chemin départemental 50 - zone portuaire - 34110 FRONTIGNAN. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la déclinaison du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation des ICPE qui lui est applicable pour la rubrique 4735 (ammoniac).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUD FRIGO
- Chemin départemental 50 - zone portuaire 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0053400372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SUD FRIGO, situé sur la zone portuaire de Frontignan exerce une activité d'entreposage pour le compte de tiers de produits surgelés, frais et secs (2 017 tonnes de produits d'origine animale en 2023 et 3 152 tonnes de produits d'origine végétale en 2023). L'entrepôt possède une installation de froid fonctionnant avec de l'ammoniac (NH3). L'établissement est titulaire d'une autorisation d'exploiter par l'arrêté préfectoral n° 84-43 du 14 juin 1984.

L'établissement dispose également d'un agrément sanitaire CE.

La charge en fluide NH3 est de 4 670 kg.

La charge totale en fluide NH3 déclarée (rubrique 4735.2) est de 4 500 kg

#### Description de l'installation :

L'établissement dispose d'un système frigorifique comprenant :

- dans la salle des machines : 3 compresseurs à pistons type SMC 188, 1 compresseur à vis STAL type SVA51E, 1 compresseur à pistons GEA Grasso Série V, 1 bouteille basse pression (BP) de 10 190 litres, 1 bouteille moyenne pression (MP) de 2 600 litres, 1 condenseur évaporatif ;
  - dans l'usine : 3 tunnels de surgélation (TC1, TC2, TC3), 2 chambres froides de stockage, 3 évaporateurs pour la chambre froide 1 et 2 évaporateurs pour la chambre froide 2.
- 6 employés travaillent sur le site SUD FRIGO de Frontignan.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Visite périodique - installation frigorifique	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
5	Intervention des secours	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 18	Demande d'action corrective	6 mois
6	Propagation incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44	Demande d'action corrective	6 mois sauf vérification extincteur n° 17 : 15 jours
10	EIPS	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
11	Détection ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	6 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46	Demande d'action corrective	1 mois
15	Corrosion	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51	Demande d'action corrective	6 mois
17	Consignes	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 52	Demande d'action corrective	3 mois
18	ARI	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Demande d'action corrective	3 mois
19	Formation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Demande d'action corrective	6 mois
20	Propreté et entretien	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	Sans objet
3	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Sans objet
4	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21	Sans objet
9	Rétention	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Sans objet
12	Ventilation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3 et 45	Sans objet
14	Vannes et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Sans objet
16	Indicateur de niveau	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point par sondage sur la situation de l'établissement vis à vis des prescriptions qui lui sont applicables pour la rubrique 4735 (ammoniac) ainsi que la situation administrative du site au regard de la réglementation des ICPE.

L'établissement possède un suivi documentaire qui répond en grande partie aux exigences réglementaires. Toutefois, des anomalies ont été constatées concernant le respect de certaines prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4735-2 de la nomenclature des ICPE.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Un registre de suivi des charges de NH3 est présent au sein de l'établissement. Les charges de NH3 sont réalisées par la société Clauger. Des charges de 2X40kg ont été effectués en 02/2023 et en 03/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visite périodique - installation frigorifique
<b>Prescription contrôlée :</b> Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'entretien de l'installation ammoniac est effectué par la société CLAUGER (attestation de

capacité n° 40375).

Des visites de maintenance sont réalisées régulièrement. Les rapports d'intervention du 15/03/2024 et du 10/04/2024 ont pu être consultés.

Le compte rendu de la visite relative à la rubrique 4735 (ammoniac) en date du 12/12/2023, réalisée par la société CLAUGER, a été présenté. Au cours de ce contrôle, des anomalies ont été relevées dont certaines avaient déjà été notifiées par le passé. Des mesures correctives ont été mises en œuvre pour certaines anomalies ou sont en cours. **Toutefois la mise en œuvre de ces actions n'est pas assez documentées. Des mentions « OK » apparaissent sur le rapport de visite sans indication de date et/ou de précision sur l'action réalisée.**

**Certaines anomalies n'ont pas fait l'objet d'action corrective (puits de jour dans la salle des machines qui ne peut pas être ouvert, corrosion sur les tuyauteries, étude du risque foudre, ...).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conduite d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

**Constats :**

Les personnes nommément désignées par l'exploitant et spécialement formées aux dangers de l'ammoniac sont la directrice du site, l'agent de maintenance et le responsable d'exploitation.

Ils ont suivi une formation « prévention des risques de l'ammoniac anhydre présents dans les circuits industriels » en 02/2024. Un renouvellement est prévu en 02/2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.

**Constats :**

Une étude de dangers a été réalisée en mars 2013 par la société A.R.2.E.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 5 : IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTALLATION.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Intervention des secours

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones dangereuses de l'établissement visées à l'article 41, la mise en place d'équipements

ou de constructions non indispensables à l'exploitation de l'installation frigorifique et qui nuisent soit à la ventilation de l'installation, soit à l'intervention des secours lors d'un accident, est interdite. Les locaux sanitaires et sociaux (vestiaires, zones de repos, cafétéria, etc.) doivent être séparés de la salle des machines.

**Constats :**

La salle des machines est séparée des locaux sociaux.

**Un ancien bâtiment désaffecté ne permet pas aux engins de secours de circuler sur la totalité du périmètre de l'établissement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propagation incendie

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

**Constats :**

Les portes de la salle des machines ne sont pas coupe-feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail et l'inspection des installations classées. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. Dans les installations où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu " délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

**Constats :**

26 extincteurs et 4 RIA sont présents sur le site, numérotés et repérés par des panneaux. 16 détecteurs d'incendie reliés à une centrale de détection sont présents en salle des machines, dans le local transformateur, dans l'atelier de maintenance et dans les bureaux d'exploitation.

**Le plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été présenté.**

Une vérification des extincteurs, des RIA, des détecteurs incendie et de la centrale de détection a

été réalisée le 01/08/2023 par la société Scutum Incendie. Il apparaît sur le rapport d'intervention que l'extincteur n° 17 dans la salle des machines est non-conforme (HS - impossibilité de le recharger). Aucun élément ne permet de confirmer que cet extincteur a bien fait l'objet d'une réparation ou d'un remplacement suite à l'inspection de 08/2023.

La société SECURIPRO va devenir le nouveau prestataire du contrôle incendie en 08/2024.

Un audit de prévention et de conseil incendie a été réalisé par la société APCSI le 02/08/2023. Ce rapport indique notamment des anomalies relatives à la non-réalisation d'exercice d'évacuation et d'exercice annuel NH3.

Le poteau incendie à l'entrée du site est à plus de 200 mètres de la salle des machines. Le calcul D9 de dimensionnement des besoins en eau pour la défense contre l'incendie n'a pas été présenté.

L'établissement borde le canal de la zone portuaire. Cette situation peut permettre d'avoir une autre ressource en eau pour les services d'incendie. Cette possibilité n'a pas été confirmée avec le SDIS.

Des modèles de permis feu vierges sont disponibles. Le permis feu complété de l'intervention de la société Clauger de 2021/2022 a été présenté ainsi qu'un plan de prévention associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois sauf vérification extincteur n° 17 : 15 jours

#### N° 8 : IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTALLATION.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).

**Constats :**

Le site est clôturé sur sa totalité. Toutefois, sur certains secteurs, il s'agit d'une clôture provisoire. Un contrôle d'accès par interphone est mis en place à l'entrée du site. Les portes de la salle des machines sont maintenues fermées à clés. Le site est surveillé par télésurveillance jour et nuit, et relié à une centrale gérée par le prestataire ADT STANLEY. Le site est sous alarme par détection thermique et volumétrique. Un report d'alarme est effectué vers 5 personnes de l'établissement dont la directrice du site. Une procédure « Alarme et report d'alarme » a été présentée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : POLLUTION DES EAUX.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

**Constats :**

La salle des machines est équipée de 3 bacs de rétention sous les capacités BP (9,46 m<sup>3</sup>), MP (3,73 m<sup>3</sup>) et haute pression (3,01 m<sup>3</sup>). La capacité de rétention est adaptée.  
Le condenseur évaporatif est positionné sur un bac de rétention de 8,75 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème(s) :** Risques accidentels, EIPS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

**Constats :**

Un rapport de contrôle annuel des Équipements Importants Pour la Sécurité (E.I.P.S.) établi le 22/08/2023 par la société Clauger a été présenté. Une liste de ces équipements est disponible.  
**Les EIPS ne sont pas tous numérotés. La directrice du site indique qu'ils sont en cours de numérotation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection ammoniac

**Prescription contrôlée :**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle. Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

**Constats :**

Les éléments de détection gaz présents sont les suivants :

- 1 centrale de détection MX48 n° 7124015 en entrée de la salle des machines.
- 1 détecteur OLCT40 n° 7134010 au dessus du compresseur n°1 (seuil 1 : 2000 ppm - seuil 2 : 4000 ppm).
- 1 détecteur OLCT100XP n° 11043VL 019 au dessus du tunnel 2 (seuil 1 : 2000 ppm - seuil 2 : 4000 ppm).
- 1 détecteur OLCT100XP n° 12114FT 004 dans le confinement de la TAR (seuil 1 : 500 ppm - seuil 2 : 1000 ppm).
- 1 détecteur OLCT50 n° 7130033 au dessus de la chambre froide CFS (seuil 1 : 2000 ppm - seuil 2 : 4000 ppm).